

# Le néolibéralisme est-il en déclin?

**Quo vadis human work**

Séminaire du 02/12/2022

*David Cayla, université D'Angers, Granem*

# Les débats sur le concept de néolibéralisme

## ► Le néolibéralisme existe-t-il?

- Personne ne se revendique « néolibéral » C'est souvent un anathème véhiculé par les adversaires du « néolibéralisme ».
- ... dont le sens n'est pas toujours très clair:
  - Synonyme d'**ultralibéralisme** et de marchandisation de la société.
  - Souhaite la mise en place d'un « **Etat-gendarme** » qui garantit les droits de propriété uniquement.
  - Propose de consolider les marchés et de mettre en œuvre une « **concurrence libre et non faussée** » ?
  - Un libéralisme **purement économique** ? (par opposition à un libéralisme « politique »).



# Les débats sur le concept de néolibéralisme

- ▶ Le néolibéralisme est une **doctrine politique** et non une **théorie économique** qui relève:
  - En Europe: de l'expérience allemande de l'après-guerre (libéralisation des prix en 1948 par Ludwig Erhard, principe de l'**économie sociale de marché** (Alfred Müller-Armack 1946), inspirée par l'**école de Fribourg**.
  - D'une « **révolution néolibérale** » mise en œuvre dès les années 1970 (expérience chilienne après 1973, gouvernement de Raymond Barre en 1976).
    - Début 1979 dans ses conférences sur la « biopolitique », Michel Foucault identifie les caractéristiques du néolibéralisme.
  - Une généralisation dans les années 80 après l'élection de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, puis dans le cadre du « **consensus de Washington** » : libéralisation, libre-échange, monétarisme.

# Les débats sur le concept de néolibéralisme

- ▶ Pas de définition consensuelle du « néolibéralisme » dans le monde académique:
  - Pour les économistes Joseph Stiglitz et Dani Rodrik: un **fanatisme de marché**.
  - Le néolibéralisme relève d'une conception sociale spécifique fondée sur **la mise en concurrence**, « capital humain », « homme-entreprise », « personal branding » (Michel Foucault, Dardot et Laval, Wendy Brown...)



# Les débats sur le concept de néolibéralisme

- ▶ Pas de dé
- Pour le
- Le néo
- concur
- (Miche

Dans le néolibéralisme – et il ne s'en cache pas, il le proclame –, on va bien retrouver aussi une théorie de l'*homo œconomicus*, mais l'*homo œconomicus*, là, ce n'est pas du tout un partenaire de l'échange. L'*homo œconomicus*, c'est un entrepreneur et un entrepreneur de lui-même. Et cette chose est si vraie que, pratiquement, ça va être l'enjeu de toutes les analyses que font les néolibéraux, de substituer à chaque instant, à l'*homo œconomicus* partenaire de l'échange, un *homo œconomicus* entrepreneur de lui-même, étant à lui-même son propre capital, étant pour lui-même son propre producteur, étant pour lui-même la source de [ses] revenus. Et là je ne vous en parle pas, parce que ce serait trop long, mais vous avez dans Gary Becker, justement, toute une théorie très intéressante de la consommation<sup>31</sup>, dans laquelle Becker dit : la consommation, il ne faut pas croire du tout que ça consiste simplement à être, dans un processus de l'échange, celui qui achète et qui fait un échange monétaire pour obtenir un certain nombre de produits. L'homme de la consommation, ce n'est

nique:

nise en  
ding »



# Les dé

- ▶ Pas de dé
  - Pour le
  - Le né
- concu**  
(Mich

pas un des termes de l'échange. L'homme de la consommation, dans la mesure où il consomme, est un producteur. Il produit quoi ? Eh bien, il produit tout simplement sa propre satisfaction<sup>32</sup>. Et il faut considérer la consommation comme une activité d'entreprise par laquelle l'individu, à partir précisément d'un certain capital dont il dispose, va produire quelque chose qui va être sa propre satisfaction. Et par conséquent la théorie, l'analyse classique et cent fois ressassée de celui qui est consommateur d'une part, mais qui est producteur, et qui dans la mesure où il est producteur d'un côté et consommateur de l'autre est, en quelque sorte, divisé par rapport à lui-même, toutes les analyses sociologiques (car elles n'ont jamais été économiques) de la consommation de masse, de la société de consommation, etc., tout ça ne tient pas et ne vaut rien par rapport à ce que serait une analyse de la consommation dans les termes néolibéraux de l'activité de production. C'est donc un changement complet dans la conception de l'*homo œconomicus*, même s'il y a effectivement retour à cette idée d'un *homo œconomicus* comme étant la grille d'analyse de l'activité économique.

nique:

nise en  
ding »



# Les débats sur le concept de néolibéralisme

- ▶ Pas de définition consensuelle du « néolibéralisme » dans le monde académique:
  - Pour les économistes Joseph Stiglitz et Dani Rodrik: un **fanatisme de marché**.
  - Le néolibéralisme relève d'une conception sociale spécifique fondée sur **la mise en concurrence**, « capital humain », « homme-entreprise », « personal branding » (Michel Foucault, Dardot et Laval, Wendy Brown...)
  - L'approche « guerre des classes » (David Harvey, Naomi Klein): le néolibéralisme serait **l'idéologie des classes dominantes** dans la défense de leurs intérêts ou un « collectif de pensée » conservateur (Mirowski)
  - Il existe **plusieurs « néo-libéralismes »** (Audier 2012) à la suite d'un « schisme » dans les années 1960 au sein de la société du Mont Pèlerin.



# Les

## ► Pas de

- Po
- Le
- CO
- (M
- L'a
- ser
- « C
- Il e
- les

[L]a plupart des travaux sur le néo-libéralisme qui développent une approche basée sur l'histoire des idées entretiennent une vision très linéaire et très schématique de l'histoire du néo-libéralisme. Les uns le font remonter aux années 1970, les autres aux années 1930, mais tous proposent une vue que l'on peut dire essentialiste du néo-libéralisme. Tout se passe en effet comme s'il existait un « programme » unitaire et univoque du néo-libéralisme: telle une graine plantée en terre, celui-ci déploierait progressivement son essence, en surmontant peu à peu les obstacles. [...] Les uns évoquent une apologie du laissez-faire et de la main invisible qui se déploierait jusqu'à Reagan et Bush, les autres une politique de la concurrence qui trouvait son accomplissement suprême dans le Traité constitutionnel européen de 2005 et, antérieurement dans le Traité de Rome. Dans tous les cas, il y aurait une signification univoque, avec bien sûr quelques variations, du néo-libéralisme et de son histoire socio-économique. La conviction qui est née de notre recherche est tout autre : il n'y a pas un néolibéralisme, mais bien des néolibéralismes, qui ouvrent sur des politiques concrètes très différentes.

Audier, S. (2012), *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*, Grasset, coll. « Mondes vécus », p. 53-54.

émique:  
é.  
mise en  
anding »  
béralisme  
ts ou un  
ne » dans

# Les débats sur le concept de néolibéralisme

► Le **néolibéralisme** n'est pas du **libéralisme**

	<b>Libéralisme</b>	<b>Néolibéralisme</b>
<b>Philosophie</b>	Le marché existe de manière autonome: c'est une institution naturelle.	Le marché est une institution artificielle qui doit être activement soutenue.
<b>Objectif</b>	Émancipation individuelle	Coordination sociale efficace
<b>Rôle du marché</b>	Être un lieu d'échange fondé sur l'autonomie individuelle	Déterminer les prix et créer un système d'incitations
<b>Rôle de l'État</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ne pas interférer avec l'autonomie des individus.</li><li>• Compléter et réparer les injustices du marché.</li></ul>	Mettre en place un cadre institutionnel pour permettre le bon fonctionnement des marchés.

# Les principes du néolibéralisme



Une représentation schématique des principes du néolibéralisme

Source: David Cayla (2020), *Populisme et néolibéralisme*, De Boeck Supérieur, p. 190



# Les principes du néolibéralisme



Le néo-libéralisme admet l'insistance des libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle à reconnaître l'importance fondamentale de l'individu, mais il substitue à l'objectif du XIX<sup>e</sup> siècle de laissez-faire pour atteindre ce but, l'objectif de mettre en place un ordre concurrentiel. Il cherche à utiliser la concurrence entre les producteurs pour protéger les consommateurs de l'exploitation, la concurrence entre les employeurs pour protéger les travailleurs et les propriétaires, et la concurrence entre les consommateurs pour protéger les entreprises elles-mêmes. L'État assurerait la police du système, établirait des conditions favorables à la concurrence et empêcherait les monopoles, fournirait un cadre monétaire stable et soulagerait la misère et la détresse aiguës. Les citoyens seraient protégés contre l'État par l'existence d'un marché libre et privé, et les uns des autres par la préservation de la concurrence.

Milton Friedman (1951), « Neo-liberalism and its Prospects »,  
*Farmand*, pp. 89-93.



# Le débat sur le calcul économique (1920-1945)

- ◆ L'Union soviétique peut-elle fonctionner rationnellement sur le plan économique ?
- ◆ La réponse de Ludwig Von Mises (1920, 1922): « **l'économie rationnelle est impossible en régime socialiste** ».
  - On peut certes déterminer des besoins sociaux en observant les comportements d'achat.
  - On ne peut pas déterminer le coût de production des marchandises du fait de la disparition des prix de marché des facteurs de production.
  - De ce fait, il n'existe pas de bases solides pour effectuer des calculs économiques.
- ◆ L'apport de Hayek (1937, 1945): Les marchés sont des **processeurs d'informations**. Ils permettent d'agréger des informations et des savoirs locaux qui ne sont pas accessibles à une autorité centrale.

# La mise en œuvre du projet néolibéral (1971–2000)

- ◇ L'économie d'après guerre est fondée sur le **contrôle des prix des biens de production** (capital, travail, matières premières, énergie). Conséquence d'un double héritage: la crise des années 1930 et l'économie de guerre.
- ◇ Après l'effondrement du **système de Bretton Woods** (1971-1976) et les chocs pétroliers, les Etats perdent leurs capacités à contrôler les prix des biens de production.
  - Internationalisation et **mondialisation financière** (Abdelal 2007).
  - Indépendances et reprise de contrôle des sites d'extraction par les pays producteurs de matières premières (nationalisation des puits de pétrole par les pays de l'OPEP au début des années 1970).
  - Libéralisation des **marchés du travail** (1990s – 2010s).
  - Libéralisation des **marchés agricoles** (1990s)



# La libéralisation des marchés du travail (1986 – 2021)

## ◇ Les théories économiques du chômage.

- Le concept de **marché du travail** en question (Karl Polanyi 1944). Le travail comme « marchandise fictive ».
- L'approche du **dysfonctionnement de marché**: le chômage est la conséquence de nombreuses rigidités telles que le salaire minimum et les conventions collectives qui empêchent la libre circulation des prix. Il existe des « freins à l'embauche » de la part des employeurs.
- L'approche des **incitations**. Le chômage est la conséquence des prestations qui n'incitent pas le chômeur à retrouver du travail.
- L'approche **insiders / outsiders**. Le marché du travail serait dual. Les « insiders » ont une préférence pour des salaires élevés et un taux de chômage fort.

# La libéralisation des marchés du travail (1986 – 2021)

## ◇ De nombreuses réformes engagées:

- L'**Acte unique européen** de 1986: permettre la libre circulation du travail au sein de l'Union européenne (1995: espace Schengen , 1996: directive détachement, 1999: déclaration de Bologne).
- Les **réformes Hartz** en Allemagne (2003 – 2005)
- La crise des dettes souveraines européennes (2008 – 2015) et la mise en œuvre de réformes de **compétitivité** dans les pays soumis à la « Troïka ».
- Les réformes « travail » en France (Valls 2016, Macron 2017) et la remise en cause des **prestations chômage** (2021, 2022).

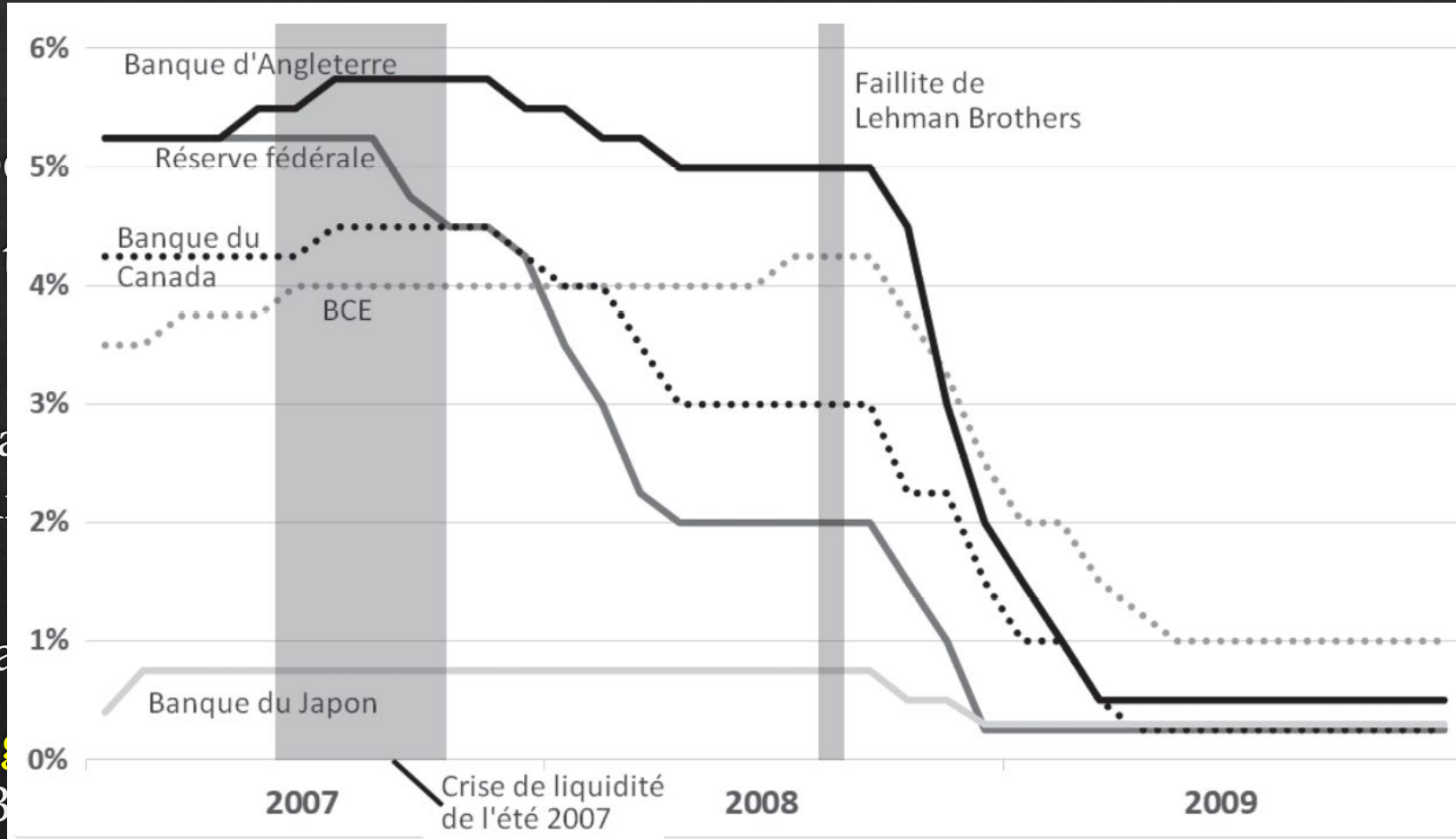


# Les conséquences de la crise financière de 2008

- ◆ Une politique des **taux zéro** après la faillite de Lehman Brothers
- ◆ Deux types de *quantitative easing*.
  - Un précédent de la Banque du Japon à partir de 2001.
  - À la suite du plan Paulson, un **sauvetage du secteur financier** par le rachat des actifs issus de la titrisation des créances immobilières (novembre 2008).
  - En 2009: le rachat des actifs publics pour contribuer au financement du plan Obama.
  - La **généralisation des politiques de QE** par la Banque d'Angleterre (2009), puis la BCE (2015).
- ◆ Un contrôle de fait des taux d'intérêt longs renforcé avec la crise Covid qui ne s'était pas arrêté en décembre 2021.

# Les conséquences de la crise financière de 2008

- ◆ Une p
- ◆ Deux
- Un
- À la
- acti
- En
- Oba
- La
- la B



- ◆ Un co
- ne s'ét

**Figure 5.3 :** Évolution des taux de refinancement des principales banques centrales (2007-2009)

rachat des  
 t du plan  
 2009), puis  
 Covid qui



# Les conséquences de la crise financière de 2008

- ◆ Une politique des **taux zéro** après la faillite de Lehman Brothers
- ◆ Deux types de *quantitative easing*.
  - Un précédent de la Banque du Japon à partir de 2001.
  - À la suite du plan Paulson, un **sauvetage du secteur financier** par le rachat des actifs issus de la titrisation des créances immobilières (novembre 2008).
  - En 2009: le rachat des actifs publics pour contribuer au financement du plan Obama.
  - La **généralisation des politiques de QE** par la Banque d'Angleterre (2009), puis la BCE (2015).
- ◆ Un contrôle de fait des taux d'intérêt longs renforcé avec la crise Covid qui ne s'était pas arrêté en décembre 2021.

# Les conséquences de la crise financière de 2008

◇ Une

◇ Deu

➤ U

➤ A

a

➤ E

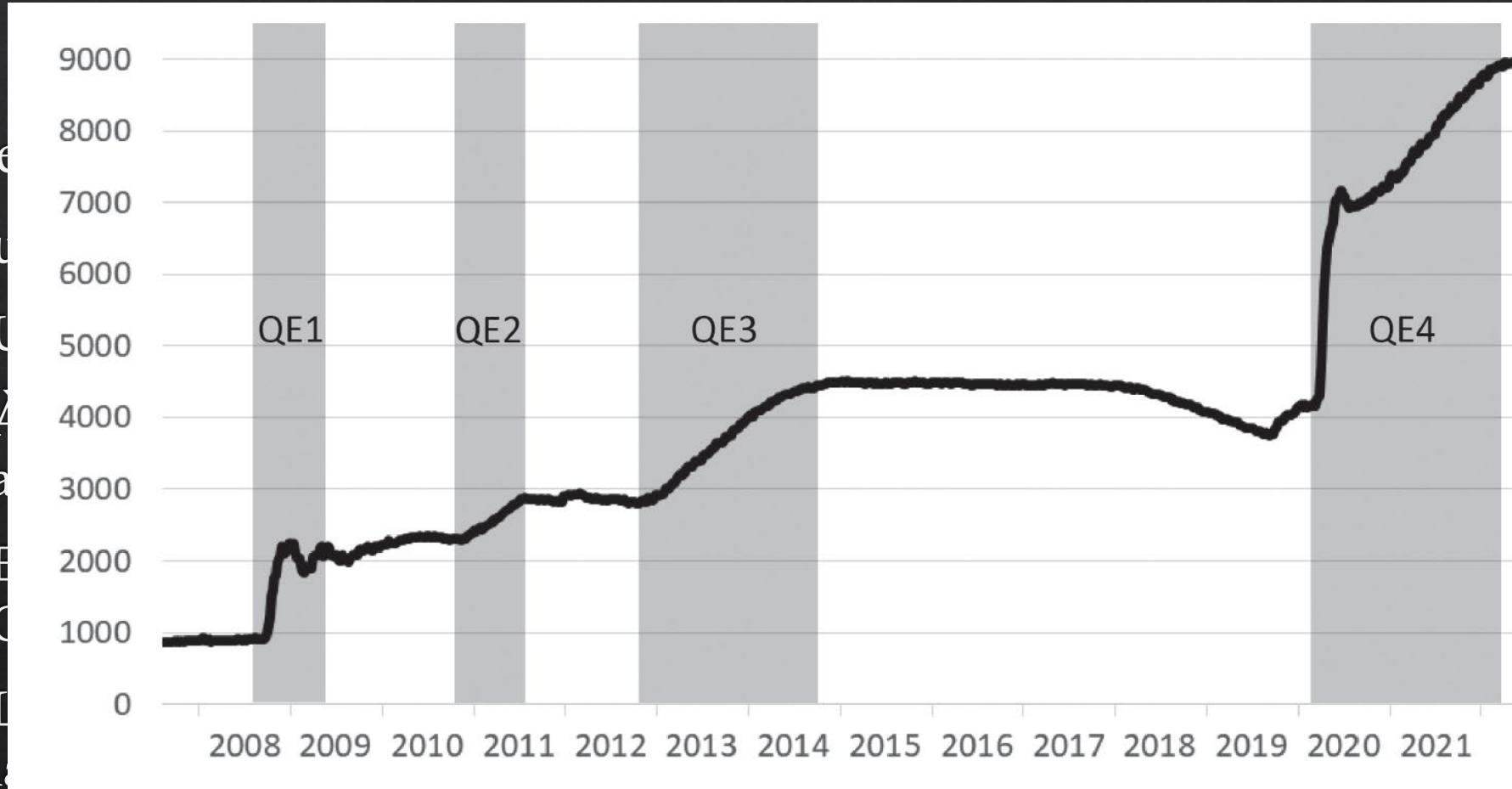
C

➤ I

l

◇ Un

ne s



**Figure 5.4 :** Actifs financiers détenus par la Réserve fédérale du 1<sup>er</sup> août 2007 au 18 mai 2022 (milliards de dollars)<sup>30</sup>

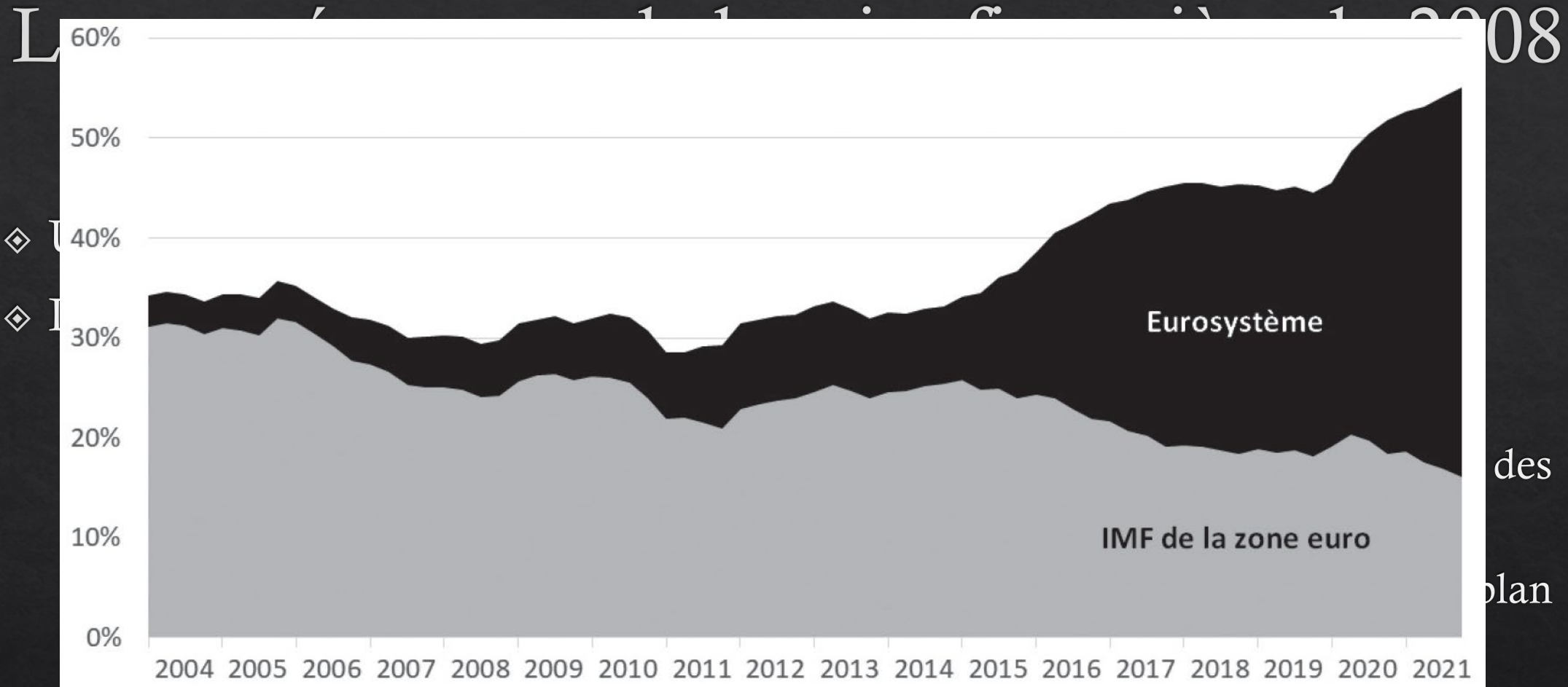
hat des

du plan

9), puis

vid qui





**Figure 5.6 :** Part des obligations publiques des pays de la zone euro détenues respectivement par l'eurosystème et les institutions monétaires et financières (1<sup>er</sup> trimestre 2014 – 4<sup>e</sup> trimestre 2021)<sup>46</sup>

# Les conséquences de la crise financière de 2008

- ◆ Une politique des **taux zéro** après la faillite de Lehman Brothers
- ◆ Deux types de *quantitative easing*.
  - Un précédent de la Banque du Japon à partir de 2001.
  - À la suite du plan Paulson, un **sauvetage du secteur financier** par le rachat des actifs issus de la titrisation des créances immobilières (novembre 2008).
  - En 2009: le rachat des actifs publics pour contribuer au financement du plan Obama.
  - La **généralisation des politiques de QE** par la Banque d'Angleterre (2009), puis la BCE (2015).
- ◆ Un contrôle de fait des taux d'intérêt longs renforcé avec la crise Covid qui ne s'était pas arrêté en décembre 2021.



# Un retour à la normale ?

- ◆ Une remontée brutale de l'inflation aux multiples causes (épargne abondante, rupture des chaînes d'approvisionnement, confinements en Chine, guerre en Ukraine et crise énergétique...)
- ◆ Une hausse des taux d'intérêt en trompe-l'œil, très différente de celle de Volker en 1979-1980.
- ◆ Les raisons d'un relatif attentisme de la part des banques centrales:
  - La perte d'influence des idées monétarisme
  - L'inflation: une réponse à la « stagnation séculaire » (Summers 2013, 2020)
  - Un niveau d'endettement massif des économies avancées qui nécessite de maintenir des taux réel à un niveau faible.

# Un retour à la normale ?

◇ Une remontée brutale de l'inflation aux multiples causes (épargne

	<b>Allemagne</b>	<b>Canada</b>	<b>États-Unis</b>	<b>France</b>	<b>Italie</b>	<b>Japon</b>	<b>Royaume-Uni</b>
<b>Taux de refinancement</b>	1,25 %	3,25 %	3,25 %	1,25 %	1,25 %	-0,1 %	2,25 %
<b>Taux long (OAT 10 ans)</b>	1,80 %	3,14 %	3,52 %	2,41 %	4,14 %	0,24 %	3,50 %
<b>Inflation</b>	9,99 %	7,01 %	8,20 %	5,57 %	8,87 %	3,0 %	8,60 %

*Tableau 6.1 : Niveau d'inflation annuelle (sep. 2021 – sep. 2022) et des taux d'intérêt (oct. 2022)*

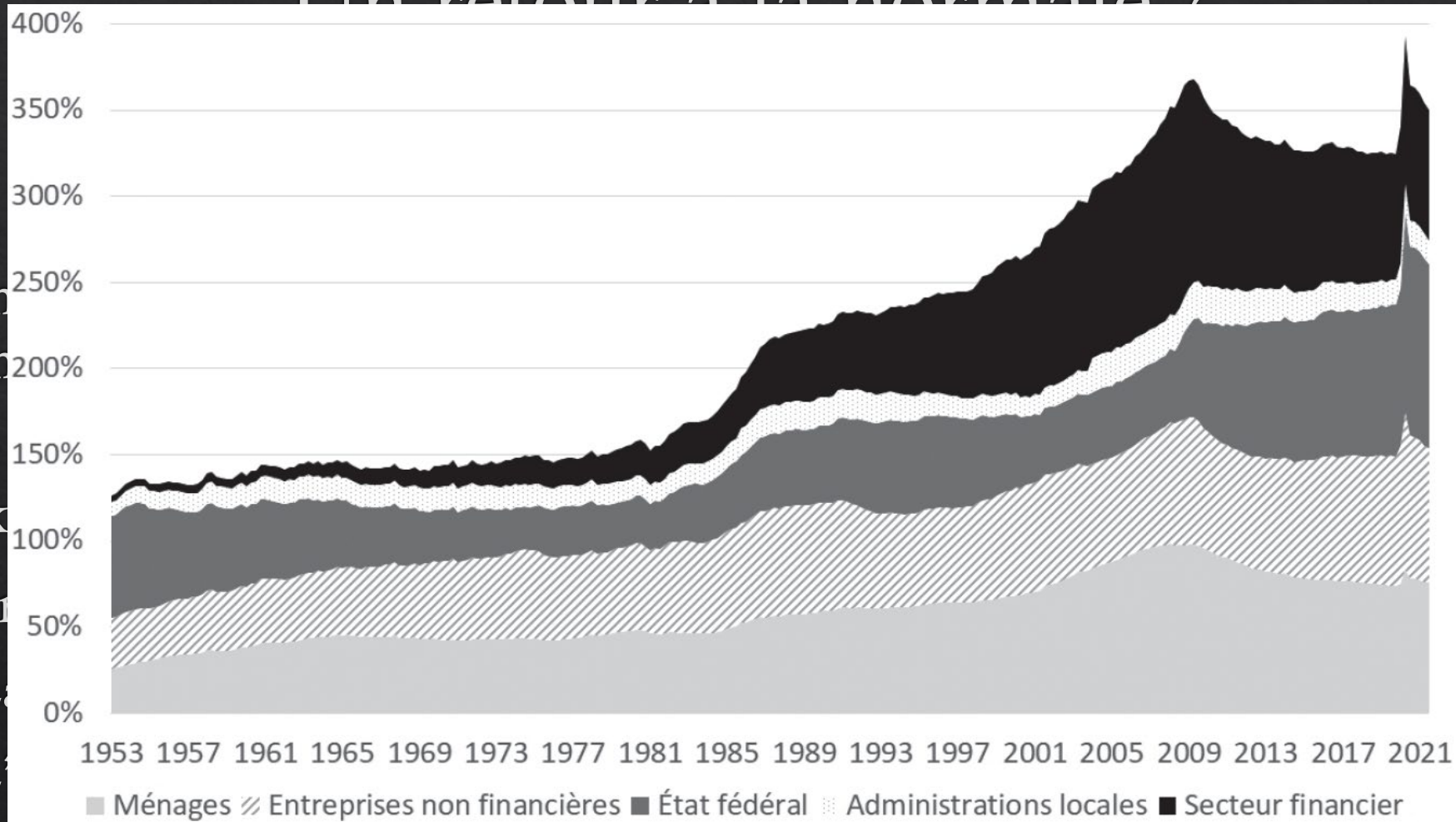
➤ Un niveau d'endettement massif des économies avancées qui nécessite de maintenir des taux réel à un niveau faible.



# Un retour à la normale ?

- ◆ Une remontée brutale de l'inflation aux multiples causes (épargne abondante, rupture des chaînes d'approvisionnement, confinements en Chine, guerre en Ukraine et crise énergétique...)
- ◆ Une hausse des taux d'intérêt en trompe-l'œil, très différente de celle de Volker en 1979-1980.
- ◆ Les raisons d'un relatif attentisme de la part des banques centrales:
  - La perte d'influence des idées monétarisme
  - L'inflation: une réponse à la « stagnation séculaire » (Summers 2013, 2020)
  - Un niveau d'endettement massif des économies avancées qui nécessite de maintenir des taux réel à un niveau faible.

# Un retour à la normale ?



**Figure 6.2 : Évolution de l'endettement sectoriel aux États-Unis en % du PIB (1953-2021)<sup>49</sup>**

- ◆ Une abondance de Chine
- ◆ Une Volk
- ◆ Les 1
- L
- L
- U
- m

épargne  
ents en  
elle de  
20)  
ssite de



# Un retour à la normale ?

- ◆ Une remontée brutale de l'inflation aux multiples causes (épargne abondante, rupture des chaînes d'approvisionnement, confinements en Chine, guerre en Ukraine et crise énergétique...)
- ◆ Une hausse des taux d'intérêt en trompe-l'œil, très différente de celle de Volker en 1979-1980.
- ◆ Les raisons d'un relatif attentisme de la part des banques centrales:
  - La perte d'influence des idées monétarisme
  - L'inflation: une réponse à la « stagnation séculaire » (Summers 2013, 2020)
  - Un niveau d'endettement massif des économies avancées qui nécessite de maintenir des taux réel à un niveau faible.

# Conclusion: le retour du contrôle des prix

- ◆ De fait, le coût du capital (les taux d'intérêt longs) est aujourd'hui sous la supervision des banques centrales. La préservation du système économique est préférée à la lutte contre l'inflation.
- ◆ La question est de savoir si cela n'annonce pas un retrait plus général des politiques néolibérales. Comment justifier que les revenus des banques soient régulés mais pas ceux des agriculteurs?
- ◆ Des indices d'un **changement de logique**:
  - Le retour d'un protectionnisme assumé aux Etats-Unis (« friend-shoring »)
  - La logique de « souveraineté européenne » (voiture électriques, composants électroniques)
  - La régulation des prix du gaz.
  - Le débat sur **l'indexation des salaires**.